

# ACTION URGENTE

## ÉGYPTE. TROIS RESPONSABLES POLITIQUES DÉTENUS ARBITRAIREMENT

Zyad el Elaimy, défenseur des droits humains et ancien parlementaire, Hossam Moanis et Hisham Fouad, journalistes et responsables politiques, ainsi qu'au moins 12 autres responsables politiques, journalistes, militants syndicaux et étudiants, ont été arrêtés arbitrairement par les autorités égyptiennes sur la base de charges liées à leurs activités politiques pacifiques. Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé leur arrestation le 25 juin 2019, mais Amnesty International a obtenu confirmation du fait qu'au moins six de ces personnes avaient été arrêtées avant cette date.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Procureur général*  
Nabil Sadek  
Office of the Public Prosecutor  
Madinat al-Rehab  
Cairo, Égypte  
Fax : +202 2577 4716

Monsieur le Procureur général,

Je suis préoccupé.e par le fait que Zyad el Elaimy, ancien parlementaire et avocat spécialiste des droits humains, ainsi que **Hossam Moanis** et **Hisham Fouad**, journalistes et responsables politiques, font partie des 15 personnes, sinon plus, qui ont été arrêtées arbitrairement et sont poursuivies dans le cadre de l'affaire n° 930/2019, dite « affaire du plan Espoir », sur la base de charges liées à leurs activités politiques pacifiques. Ces trois hommes, ainsi que d'autres personnes, ont été arrêtés aux premières heures du 25 juin 2019. D'autres personnes détenues dans le cadre de cette affaire ont été arrêtées entre le 9 juin et le 11 juillet. Au moins sept d'entre elles ont été victimes d'une disparition forcée, et huit autres au moins ont été soumises à des actes de torture et à d'autres formes de mauvais traitements (décharges électriques, passages à tabac et menaces, notamment).

Le 2 juillet, le parquet a décidé de geler les avoirs de 83 personnes, dont Zyad el Elaimy, Hossam Moanis et Hisham Fouad, et a interdit à toutes ces personnes de voyager. Le 4 juillet, un juge a confirmé cette décision.

Les personnes poursuivies dans le cadre de cette affaire sont actuellement en détention provisoire, dans l'attente des conclusions d'enquêtes arbitraires menées par les services du procureur général de la sûreté de l'État sur la base de charges arbitraires d'« assistance à un groupe terroriste », d'« appartenance à un groupe terroriste » et de « diffusion de fausses informations », ainsi que d'autres chefs d'inculpation. Ces charges renvoient à des activités légitimes, notamment la participation aux affaires publiques, l'expression pacifique d'opinions et la défense des droits humains. Les conditions de détention de Zyad el Elaimy et des autres prévenus dans la prison de Tora ne sont pas conformes aux normes internationales, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins médicaux, que les autorités pénitentiaires n'assurent pas de manière adéquate.

**En conséquence, je vous prie de libérer immédiatement et sans condition Zyad el Elaimy, Hossam Moanis et Hisham Fouad, ainsi que les autres personnes détenues dans le cadre de l'affaire n° 930/2019, leur détention étant arbitraire et fondée uniquement sur l'exercice pacifique de leurs droits fondamentaux, y compris leur droit à la liberté d'expression et d'association. Je vous demande également de veiller à la levée du gel de leurs avoirs et de toute interdiction de voyager à leur encontre. Enfin, je vous appelle à faire le nécessaire pour que Zyad el Elaimy et les autres personnes détenues puissent régulièrement consulter des professionnels de la santé qualifiés et bénéficier des médicaments qui leur sont prescrits, conformément aux normes internationales et dans le respect de l'éthique médicale, notamment du principe de confidentialité.**

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma haute considération,

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



## COMPLEMENT D'INFORMATION

Amnesty International a recueilli des informations sur l'arrestation de 15 personnes dans l'affaire n° 930/2019, dite « *affaire du plan Espoir* ». Parmi les personnes détenues figurent **Zyad el Elaimy**, ancien parlementaire, avocat spécialiste des droits humains et dirigeant du Parti social-démocrate égyptien, **Hossam Moanis**, journaliste et porte-parole du Courant populaire égyptien, une coalition de gauche, **Hisham Fouad**, journaliste, syndicaliste et responsable politique socialiste, ainsi que 12 autres personnes arrêtées à des dates différentes en juin et juillet. À la connaissance d'Amnesty International, 105 personnes font l'objet d'une enquête dans le cadre de cette affaire, et nombre d'entre elles sont actuellement détenues.

L'affaire a été révélée le 25 juin 2019, lorsque le ministère de l'Intérieur a déclaré avoir découvert « un complot orchestré conjointement par les dirigeants en exil des Frères musulmans et l'opposition civile [en Égypte] dans le but de s'en prendre au gouvernement et à ses institutions afin de le renverser le 30 juin. » Cette déclaration évoque l'implication de plusieurs membres des Frères musulmans et personnalités de l'opposition installés à l'étranger et fait référence à l'arrestation, en Égypte, d'un nombre indéfini de personnes, dont huit sont citées nommément.

En Égypte, on observe une augmentation du nombre de personnes maintenues en détention provisoire pendant des mois, voire des années, après avoir été inculpées de charges ayant trait au terrorisme, souvent retenues uniquement sur la base d'enquêtes de police qui, en vertu d'un arrêt de la Cour de cassation, ne constituent pas, à elles seules, des preuves suffisantes. En général, les personnes détenues dans le cadre de ces affaires font initialement l'objet de disparitions forcées pendant des jours, des semaines, voire des mois, puis sont présentées au service du procureur général de la sûreté de l'État, qui ordonne leur placement en détention dans l'attente des conclusions d'une enquête sur des charges liées au terrorisme.

Les autorités égyptiennes ont orchestré une répression brutale contre les critiques et les opposants appartenant à toutes les tendances politiques, des partisans des Frères musulmans aux militants de gauche ou progressistes, en passant par les sympathisants de l'ancien président Hosni Moubarak. La répression s'abat également sur les journalistes, les avocats, le personnel des organisations de la société civile et le grand public, y compris les supporters de football et les personnes qui expriment des critiques sur la situation économique ou sociale. Ces arrestations sont en train de transformer l'Égypte en une prison à ciel ouvert, sans opposition, critique ni journalisme indépendant.

Amnesty International pense que ces arrestations sont directement liées au projet d'une coalition cherchant à unir les partis laïcs à l'approche des élections législatives prévues pour avril-mai 2020. Les arrestations suivent un schéma identique à celui qui a été constaté l'année précédant l'élection présidentielle de 2018 - les autorités égyptiennes avaient alors lancé une campagne de répression sans précédent contre les opposants politiques et les personnes critiques à leur égard, qui avait abouti à l'arrestation des concurrents du président al Sissi et de leurs partisans. L'Égypte a récemment modifié sa constitution pour reporter à 2024 la date de l'élection présidentielle prévue en 2022, donnant de ce fait au président al Sissi la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2030.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** arabe ou anglais  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 19 SEPTEMBRE 2019.  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** Zyad el Elaimy (il) ; Hossam Moanis (il) ; Hisham Fouad (il)